



La Ligue du Droit International des Femmes

LIGUE DU DROIT INTERNATIONAL DES FEMMES

Association créée par Simone de Beauvoir
6 Place Saint-Germain des Prés, 75006 Paris



La Coordination Française
pour le Lobby Européen des Femmes
6 rue de la Rochefoucauld,
75009, Paris

COORDINATION FRANÇAISE POUR LE LOBBY EUROPEEN DES FEMMES,

Lundi 3 octobre 2016

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les propos irresponsables du pape François

Ainsi, une nouvelle fois, le pape François, a jugé bon de s'exprimer sur une soi-disant théorie du genre, qui serait propagée de façon « sournoise » par les manuels scolaires français.

L'anecdote citée par le pape à l'appui de ses propos, est une injure à l'intelligence tant elle révèle son ignorance du sujet, son manque d'esprit critique et son agressivité à l'égard des éducatrices et des éducateurs d'un pays dont il a récemment reçu le Président de la République ainsi que des familles frappées par l'intégrisme terroriste.

Il cite en effet un père de famille catholique dont le fils de 10 ans, interrogé sur ce qu'il voulait faire plus tard, influencé par cette « théorie » telle qu'enseignée dans les collèges français, aurait déclaré vouloir « *Etre une fille.* » !

Ce n'est pas seulement de la « légèreté », comme le note diplomatiquement la Ministre de l'Éducation, c'est une attaque inadmissible et virulente contre une conception rationnelle de l'éducation. Le pape ne s'embarrasse pas de nuances osant parler de « colonisation idéologique », et de « guerre mondiale pour détruire le mariage ».

Non seulement ces accusations sont fausses et proviennent d'une rumeur sur une théorie imaginaire, non seulement le Vatican n'a aucune légitimité à intervenir sur le contenu des programmes d'enseignement d'un pays laïque, mais ces accusations révèlent la grande peur qui habite l'Église catholique, comme toutes les religions : la mise en cause du modèle de domination patriarcale, modèle confondu volontairement avec la différenciation sexuelle.

La "théorie du genre" n'existe que dans la tête des opposants à l'égalité des droits.

Contacts :

Annie Sugier 06 38 39 42 92 et
Bureau de la CLEF 01 55 50 45 64